



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture

Marseille, le

01 FEV. 2016

Direction des Collectivités Locales et du
Développement Durable

Bureau des Installations Classées pour
La Protection de l'Environnement

Dossier suivi par : Patrick BARTOLINI
Patrick.bartolini@bouches-du-rhone.gouv.fr
Tél. : 04.84.35.42.71
Dossier n° 24 -2016 SANC MD

**Arrêté portant mise en demeure
de la société DALOREC
concernant son site de ROGNAC**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L171-8, L.511-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-365 PC du 27 octobre 2015 à exploiter une installation de tri, regroupement et transit de déchets non dangereux et de déchets dangereux ainsi qu'une installation de traitement de déchets non dangereux de bois sur la commune de Rognac ;

VU la visite d'inspection en date du 18 novembre 2015 sur site, réalisée par les services de l'inspection des installations classées en collaboration avec les services d'incendie et de secours ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 22 décembre 2015,

VU le courrier du 18 janvier 2016 visant à satisfaire à la procédure contradictoire ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet d'ISTRES en date du 21 janvier 2016 ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 18 novembre 2015, a constaté l'inobservation des prescriptions applicables aux installations exploitées sur le site de Rognac concernant notamment la sécurité incendie et la gestion des déchets ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement qu'indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

.../...

ARRETE

Article 1

La société DALOREC, dont le siège social est situé « ZAC des Aiguilles – 13180 Gignac la Nerthe », est mise en demeure de respecter pour son site de Rognac, les dispositions relatives à la lutte incendie rappelées ci-après de son arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2015 :

| Articles | Nature de la prescription | Echéance |
|----------|---|------------------------|
| 7.2.2.2 | La voie d'accès pour l'intervention des services de secours a les caractéristiques minimales suivantes : largeur de la bande de roulement : 4 mètres résistance à la charge : 13 tonnes par essieu | 28 février 2016 |
| 7.2.3 | L'installation est dotée des moyens de lutte incendie suivant : - deux poteaux incendie de diamètre nominal DN 100 permettant de fournir un débit nominal minimal de 60 mètres cube pendant deux heures, - un système d'aspersion tout le long de la zone boisée nord, - une réserve d'eau de 120 m ³ à l'entrée du site disposant d'une prise de raccordement conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ce dispositif pour attaquer aussi bien un incendie sur le site de DALOREC que DADDI SRI. -des longueurs de tuyaux avec lances nécessaires pour atteindre n'importe quel point du site. | 28 février 2016 |

Article 2

La société DALOREC est mise en demeure de respecter pour son site de Rognac, les dispositions relatives à la gestion des déchets rappelées ci-après de son arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2015 :

| Articles | Nature de la prescription | Echéance |
|----------|---|-----------------------|
| 8.1.1.3 | Avant réception des déchets une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant indiquant le type et la quantité de déchets livrés. Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées. Une procédure d'urgence est établie et fait l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles. | 2 février 2016 |
| 8.1.1.3 | Les métaux et déchets de métaux doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection. | 2 février 2016 |

| | | |
|---------|---|-----------------------|
| 8.1.3.2 | <p>Le local de stockage sert exclusivement à entreposer des déchets dangereux.</p> <p>Le local est organisé en classe de déchets de natures distinctes, facilement identifiables.</p> <p>Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas d'urgence sont clairement affichés à l'entrée du local.</p> <p>A tout moment l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets présents dans le local de stockage.</p> | 2 février 2016 |
| 8.1.3.4 | Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des conteneurs spécifiques munis d'une cuvette de rétention étanche. | Sans délai |
| 8.1.3.5 | L'activité relative aux déchets de bois est réalisée sur une zone de 610 m ³ conformément au plan joint en annexe. | 2 février 2016 |
| 8.1.3.6 | Les déchets de bois sont stockés sur une hauteur maximale de 3 mètres. | 2 février 2016 |
| 8.1.4.1 | L'exploitant établit et tient à jour un registre des déchets entrants. | Sans délai |
| 8.1.4.2 | L'exploitant établit et tient à jour un registre des déchets sortants. | Sans délai |
| 8.1.5 | L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et la quantité des chaque catégorie de déchets présents sur le site. | Sans délai |

Article 3

Si à l'expiration des délais susvisés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales.

Article 4

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de la commune de Rognac,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Jérôme GUERREAU

Annexe : plan des installations pour l'activité liée aux déchets de bois mentionné à l'article 8.1.3.5

